



## L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

23 | 2014-2

Géographie et sociologie électorales : duel ou duo ? + Varia

---

### Contextualiser les comportements politiques par le territoire.

Retour sur la construction d'un cadre théorique et d'un dispositif empirique lors de l'élection présidentielle de 2007 en Isère.

*Contextualize Political Behavior by Territory. Return on the Building of a Theoretical and Empirical Framework during 2007 French Presidential Election in Isère*

Jessica Sainty

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/3058>

DOI : 10.4000/espacepolitique.3058

ISSN : 1958-5500

#### Éditeur

Université de Reims Champagne-Ardenne

Ce document vous est offert par Université de Lille



#### Référence électronique

Jessica Sainty, « Contextualiser les comportements politiques par le territoire. », *L'Espace Politique* [En ligne], 23 | 2014-2, mis en ligne le 03 juillet 2014, consulté le 26 juillet 2019. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/3058> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.3058

---

Ce document a été généré automatiquement le 26 juillet 2019.



Les contenus de *L'Espace politique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

---

# Contextualiser les comportements politiques par le territoire.

Retour sur la construction d'un cadre théorique et d'un dispositif empirique lors de l'élection présidentielle de 2007 en Isère.

*Contextualize Political Behavior by Territory. Return on the Building of a Theoretical and Empirical Framework during 2007 French Presidential Election in Isère*

**Jessica Sainty**

---

- 1 La sociologie électorale et la géographie électorale s'attachent toutes deux à l'explication et à la compréhension du vote, en utilisant des outils communs. Pourtant ces deux sous-champs disciplinaires de la science politique et de la géographie ont longtemps coexisté dans une relative indifférence l'une vis-à-vis de l'autre, et ce n'est qu'assez récemment que les convergences entre elles refont surface, témoignant d'un regain d'intérêt pour un dialogue interdisciplinaire – dont ce numéro de l'Espace politique témoigne (Gombin, Rivière, 2014). Ce manque d'intérêt de l'une pour l'autre ne va pourtant pas de soi, tant ces disciplines partagent une histoire commune et s'avèrent entremêlées dans les pratiques de recherche. Pour explorer l'intérêt de cette (ré)imbrication, nous proposons de retracer ici le dialogue que nous avons tenté d'opérer entre ces deux sous-disciplines, notamment dans le but de (ré)intégrer à la compréhension des comportements politiques individuels une analyse plus contextualisée.
- 2 Basée sur un programme de recherche conduit pendant la campagne pour l'élection présidentielle française de 2007, notre enquête ajoute à un recueil « classique » des données par sondages et entretiens, une contextualisation de ces données au niveau cantonal et municipal (encadré 1). C'est en cherchant à intégrer à la compréhension des comportements et raisonnements politiques, saisis dans une séquence électorale, une focale « territoriale » que le dialogue entre sociologie et géographie électorales s'est logiquement ouvert. Ce dialogue a même pris très vite la forme d'une nécessité au regard de la disparition presque complète, dans les explications du vote, des approches se

concentrant sur ses aspects sociaux. En effet, sous l'effet conjoint de l'utilisation des sondages et de la domination des paradigmes individualistes du vote, les approches écologiques et contextualisées du politique s'étaient progressivement effacées, et la géographie électorale offrait ainsi des possibilités de renouvellement de l'entrée par le territoire.

#### Encadré 1. Présentation du programme de recherche FJP

Le programme de recherche « Formation du jugement politique (FJP) » s'est déroulé à l'occasion de l'élection présidentielle de 2007, il a été piloté par le laboratoire PACTE et l'IEP de Grenoble. Le dispositif méthodologique de l'enquête était déployé sur quatre zones choisies dans le département de l'Isère (trois cantons et une ville) : il articulait deux sondages préélectoraux d'un millier d'individus chacun et une soixantaine d'entretiens semi-directifs, les effectifs étant répartis dans les quatre zones. Ces quatre zones avaient été choisies pour la grande hétérogénéité de situations sociodémographiques, économiques et politiques qu'elles présentent. La première zone d'enquête fait partie de la banlieue résidentielle de l'agglomération grenobloise, constituant sa partie la plus aisée et « chic », où habitent essentiellement des groupes sociaux privilégiés. La deuxième est un canton, situé en moyenne montagne à une quarantaine de kilomètres de l'agglomération grenobloise, largement tourné vers le tourisme, même s'il a tendance à devenir depuis une quinzaine d'années un territoire résidentiel prisé par les classes moyennes et supérieures venues de l'agglomération, le transformant petit à petit en zone périurbaine. Le troisième point d'observation est un canton situé à une centaine de kilomètres de Grenoble et à une vingtaine de kilomètres de la métropole lyonnaise : ancien pôle industriel, l'économie locale n'a pas résisté à la désindustrialisation des années 1980, le secteur est aujourd'hui fortement marqué par le chômage des classes populaires très présentes et tend à devenir aujourd'hui une zone pavillonnaire dépendante de l'agglomération lyonnaise. Enfin, la dernière zone étudiée est la deuxième plus importante commune de l'agglomération grenobloise : « banlieue » constituée de nombreux grands ensembles et d'une population aux origines très métissées, la ville connaît d'importants problèmes de chômage et a lancé de grands projets de rénovation urbaine<sup>1</sup>.

- 3 Adoptant une perspective contextualiste des comportements politiques – c'est-à-dire dans une perspective s'intéressant aux contextes dans lesquels s'insèrent les électeurs –, cet article propose donc de revenir sur les enjeux centraux de l'approfondissement d'un croisement analytique entre territoire et vote, en dépassant le simple déterminisme du premier sur le second, pour essayer de prendre en compte les influences du territoire sur les comportements politiques, qui permet de comprendre le vote comme le résultat d'un processus.
- 4 Retraçant d'abord les raisons qui nous ont poussée à ouvrir ce dialogue entre sociologie et géographie électorales, notamment en raison du progressif retrait de l'entrée par le territoire en sociologie électorale, cet article présente ensuite des pistes pour articuler le territoire et l'analyse des comportements politiques individuels à la fois sur les plans théoriques et méthodologiques.

## À la recherche du contexte perdu...

- 5 Au contraire des premières « théories des comportements politiques » issues des travaux d'André Siegfried, qui comportent une forte dimension territoriale, l'apparition des grands paradigmes d'explication du vote, fondés sur le développement de la technique des sondages et le perfectionnement des outils statistiques<sup>2</sup>, va conduire la sociologie électorale à se retourner « contre » la variable territoriale. Mais la géographie électorale continue de son côté à approfondir les réflexions sur les liens entre « territoire » et « vote » offrant des perspectives de renouvellement de la notion.

### L'extinction progressive de l'entrée « par le territoire » en sociologie électorale

- 6 La sociologie électorale trouve une partie de ses origines dans un ensemble de travaux réalisés à la croisée de la science politique et de la géographie, qui accorde une attention particulière à la répartition géographique des votes. Siegfried d'abord (Siegfried, 1995 [1ère éd. : 1913]) s'attache à produire un schéma de compréhension de la stabilité des comportements politiques qu'il a repérée. Proposant de lire l'univers politique par une répartition des partis politiques autour d'un axe gauche-droite, sur lequel ils se positionnent en fonction de leurs conceptions de la société, Siegfried travaille également les causalités à partir d'un cadre déterministe : le vote traduit l'enracinement des opinions politiques dans les classes sociales auxquelles appartiennent les individus. Mais plus que les partis politiques et les classes sociales, qui lui semblent profondément instables et dépendantes de conjonctures particulières, il semble à Siegfried que l'origine de la stabilité des comportements politiques est à rechercher du côté de structures sociales « géographiquement localisées » (ibid., p. 451), que Siegfried baptise « milieu », et qu'il définit par les influences conjointes du régime de propriété<sup>3</sup>, du mode de peuplement, de la religion et de l'action de l'État. En s'attachant à la mise en évidence de la multiplicité des « milieux », combinaisons particulières des différentes influences, dans lesquels évoluent les électeurs, l'analyse de Siegfried se veut, dès l'origine, universalisable et potentiellement applicable à n'importe quel territoire, quelles que soient ses spécificités<sup>4</sup>. Ayant décidé de poursuivre l'œuvre de celui qu'il considère comme le père de la science politique (Favre, 1989) et profitant de l'absence de méthodologie stricte fournie par Siegfried, François Goguel (1970) multiplie – et fait multiplier – les monographies locales de façon à réitérer le Tableau (Blondiaux, Veitl, 1999). Mais les problèmes méthodologiques de ces premiers travaux vont susciter des critiques virulentes, dans et hors de la science politique, mettant en avant le caractère parfois tautologique de ces analyses (Aron, 1955) ou l'absence d'historicisation des mémoires collectives locales (Bois, 1971).
- 7 Cependant, la progressive disparition des analyses de géographie électorale<sup>5</sup> telles qu'initiées par Siegfried, à partir des années 1960, ne résulte pas tant des critiques qui leur sont adressées, que de la généralisation de l'utilisation du sondage comme technique d'enquête<sup>6</sup>. Ce nouvel instrument inaugure un glissement dans l'analyse du comportement électoral, l'analyse des groupes et des contextes étant délaissée au profit de l'analyse de l'individu<sup>7</sup>.

- 8 Cette conversion au paradigme individualiste s'accomplit en deux temps, visible dans les grands paradigmes de l'analyse des comportements électoraux. D'abord, l'école de Columbia commence à recentrer ses analyses sur l'individu, en le considérant toutefois encore à l'intérieur de ses groupes d'appartenance ou au travers de ses relations aux médias (Berelson et al., 1968 [1ère éd. : 1944] ; Katz, Lazarsfeld, 2008 [1ère éd. : 1955]). Dans ces travaux, la prise en compte des contextes sociaux, le vote étant perçu comme « le prolongement des expériences sociales ordinaires » (Lehingue, 2011, p. 152). Puis, l'école du Michigan<sup>8</sup> parachève la transition totale vers l'individu et des explications moins sociologiques que psychologiques des comportements électoraux. Ainsi, les influences sociologiques du vote sont replacées dans un « entonnoir de causalité » (Campbell et al., 1964) et sont considérées comme une orientation primitive, nécessairement complétée par « l'identification partisane »<sup>9</sup>.
- 9 Ces deux premiers paradigmes sont centrés sur la compréhension des déterminants sociologiques et/ou politiques du comportement électoral individuel et proposent donc une lecture déterministe des comportements électoraux. À l'inverse, une focale encore plus individualiste émerge, le paradigme rationaliste, qui s'est inspiré des travaux d'Anthony Downs (1957). Dans ce cadre, les influences sociologiques sont écartées au profit d'une analyse économique des préférences politiques, qui repose sur des modèles économétriques sophistiqués à visée prédictive. Cette recherche de la rationalité du comportement électoral conduit à une réduction des comportements électoraux à une fonction mathématique, appréhendables au travers d'indicateurs économiques, sociaux et politiques, les transformant ainsi en des comportements sans dimension sociale (Mayer, 1997).
- 10 Revenir sur les raisons de la mise à l'écart progressive de l'entrée par le territoire dans les travaux de sociologie électorale permet de mettre en perspective les réinvestissements actuels des analyses écologiques par certains courants de la sociologie électorale, qui vont prendre appui sur la géographie sociale et électorale. Les approches écologiques proposent ainsi de réintégrer, à la compréhension des comportements politiques individuels, la dimension sociale du vote, renouvelant ainsi les grands paradigmes déterministes du vote.

## La géographie électorale comme levier de « renouvellement » de la sociologie du vote

- 11 Si, en science politique, les analyses écologiques du vote ont été disqualifiées au profit d'approches individualistes, il n'en a pas été de même du côté de la géographie électorale, notamment anglo-saxonne. En effet, profitant elles aussi de la généralisation des outils informatiques, qui permettent de dépasser l'outil cartographique rudimentaire, les « analyses écologiques du vote »<sup>10</sup> ont été largement approfondies par les géographes anglo-saxons à partir des années 1970. Tout en cherchant à dépasser la critique de l'inférence écologique (Robinson, 1950)<sup>11</sup>, ils optent pour des approches statistiques, qui cherchent à établir des corrélations entre la composition sociale, économique, politique ou religieuse d'un espace donné et son comportement politique.
- 12 Dans le prolongement des travaux de Tingsten (1937) en Suède sur la spatialisation du vote de classe, ou de ceux de Klatzmann (1957) sur la force du vote communiste dans certains arrondissements parisiens, des géographes anglais (Butler, Stokes, 1974) mettent en évidence l'influence des environnements des électeurs sur leurs préférences en

comparant les résultats électoraux d'une région balnéaire et d'une région minière de Grande-Bretagne. Kevin Cox (1968), tentant de tenir compte des imperfections des sondages et des approches écologiques, imagine un modèle prenant en considération les effets du contexte socio-spatial dans le choix électoral, qui perdure sous la dénomination « effet de voisinage ». L'effet de voisinage comprend les relations sociales nouées au niveau local, par le biais de contacts et de discussions variées, desquelles peut se dégager un climat politique dominant, similaire à l'influence du leader d'opinion, susceptible d'être pris en compte essentiellement par les électeurs hésitants ou les moins intéressés par la politique. L'effet de voisinage intègre aussi des effets « d'amitié », largement identifiables dans les phénomènes notabiliaires locaux et des effets de « déplacement », intégrant les mouvements de population sur un territoire donné ou d'un territoire à l'autre.

- 13 À partir des années 1980, de nouvelles recherches approfondissent ces pistes ouvertes. Ron Johnston et son équipe approfondissent l'effet de voisinage, en étudiant l'ancrage résidentiel des individus, pour démontrer le poids des structures sociales locales, saisies au niveau le plus fin (commune ou quartier), sur la décision politique, permettant ainsi de comprendre les différences existantes dans le « clivage de classe », où des zones dont la composition socioéconomique est identique peuvent avoir des comportements politiques différents (Johnston, 1985). Le « modèle de la structure sociale », communément appelé « modèle de Johnston », consiste d'abord à élaborer le vote théorique d'une zone géographique donnée à partir de sa structure sociale, puis à mesurer les écarts entre le vote réel et le vote théorique, indiquant – s'ils existent – une probable territorialisation des comportements politiques. Régulièrement utilisé en France (Bussi, 1998 ; Fourquet et al., 2005), il a contribué à l'analyse du vote FN par la constitution du modèle « des gradients d'urbanité », où les zones de force du FN sont identifiées dans le périurbain lointain, synonyme à la fois d'un sentiment de relégation dû à un éloignement subi des agglomérations et de la recherche partagée d'un « mode de vie pavillonnaire » par les populations s'y installant (Lévy, 2003 ; Fourquet et al., 2003).
- 14 Mais, l'application de théories faisant la part belle à la stratégie de l'électeur se heurte à un paradoxe dans l'analyse de l'influence du lieu de résidence, en s'empêchant de prendre en compte la part subie des choix résidentiels, et ce notamment pour les classes sociales les moins favorisées sur le plan socioéconomique. En effet, deux approches s'opposent ici : une approche en termes de « choix rationnel » et une approche en termes de « choix contraint » des individus. Pour les tenants du choix rationnel, les individus cherchent avant tout à mettre en conformité leur lieu de résidence avec leur système de valeurs (Lévy, 2003) ou à vivre dans un entre-soi favorisant les stratégies individuelles et familiales (Pinçon, Pinçon-Charlot, 2008). À l'inverse, pour les tenants d'une analyse en termes de choix contraint du lieu de résidence, cette analyse ne s'applique qu'aux couches sociales les plus favorisées. En effet, les choix de résidence des couches sociales défavorisées sont bien plus contraints, notamment du fait de la précarisation de l'emploi et de l'augmentation du foncier au fur et à mesure que l'on s'approche des grandes agglomérations ou des quartiers dynamiques, reléguant les moins favorisés dans les quartiers d'habitat social ou dans le périurbain lointain (Guilluy, Noyé, 2006)<sup>12</sup>. Cette première controverse scientifique en a nourri une seconde autour du comportement politique des électeurs résidant dans ces espaces. Si, à l'occasion de l'élection présidentielle française de 2002, Jacques Lévy met en évidence que la plus forte tendance parmi les habitants des espaces périurbains à adopter des comportements protestataires

(abstention ou vote à l'extrême-droite) repose sur des valeurs favorisant le repli sur soi (Lévy, 2003), sa thèse ne fait pas pour autant consensus. En effet, d'autres chercheurs soulignent les lacunes de ce travail, en raison de sa construction méthodologique, mais surtout de l'absence de prise en compte de la diversité du territoire français, tout comme de celle des inégalités socioéconomiques dans la constitution des systèmes de valeurs – donc des opinions politiques (Ripoll, Rivière, 2007). Ici, la question « territoriale », rapportée au comportement électoral, se cristallise donc autour de l'analyse du lien entre les choix résidentiels et les orientations politiques, autrement dit autour de l'individu et de sa capacité à définir sa « territorialité ».

- 15 Emboitant le pas des géographes, malgré la persistance des controverses, plusieurs travaux de sociologie électorale (Braconnier, 2010) ont récemment proposé des clés de lecture des comportements politiques approfondissant l'entrée par les contextes dans lesquels évoluent les électeurs, redorant ainsi le blason des approches écologiques du vote. Ces approches, qui réaffirment la nécessité de prendre en compte contextes et territoires pour comprendre les comportements politiques, connaissent actuellement un regain d'intérêt du côté de la sociologie électorale, qui passe notamment par la réalisation de travaux reposant sur des méthodes d'enquête largement qualitatives. En effet, pour prendre en considération les contextes dans lequel évoluent les électeurs, ces travaux privilégient une démarche sociologique plus fine et compréhensive, parfois assez proche de l'ethnographie (Masclat, 2005 ; Cartier et al., 2008) : ils ont comme point commun une démarche d'enquête fondée sur des immersions plus ou moins longues sur leurs terrains, et sur l'utilisation d'entretiens qualitatifs, combinée à différentes données statistiques. L'accent peut ainsi être mis la mise en évidence de l'influence des groupes primaires sur les comportements électoraux (Braconnier, Dormagen, 2007), ou encore, et surtout, sur la nécessité de replacer les comportements électoraux dans leurs contextes particuliers, c'est-à-dire là où ils prennent sens – sans toutefois négliger les caractéristiques sociodémographiques des électeurs (Rivière, 2008). Il s'agit de départager les différents types de contraintes – déterminismes économiques, sociaux ou culturels – auxquelles sont soumis les électeurs pour appréhender la façon dont elles s'articulent dans un contexte électoral particulier. Partant du constat de la stigmatisation des « mondes périurbains » à partir des années 1990 en géographie, notamment due à la poussée du vote contestataire observable dans ces zones, Jean Rivière (2009) propose, en variant les terrains, les méthodologies d'enquête et le type de données mobilisées, une observation fine du lien entre les changements sociaux et électoraux dans ces espaces. Il met ainsi en évidence, grâce à un examen de longue durée, les aspirations sociales et politiques paradoxales des habitants dans un contexte de forte persistance de la domination de la structure socioprofessionnelle dans l'établissement des choix électoraux.
- 16 Plus encore, un glissement paroxystique du terme de contexte s'opère avec les travaux de chercheurs américains essayant d'isoler la place tenue par les relations nouées au sein des groupes primaires dans la formation des opinions individuelles, perçues au travers des conversations ordinaires et quotidiennes (Huckfeldt et al., 2005). Fondés sur une large insatisfaction quant à la sous-estimation de la dimension sociale du vote par les travaux ancrés dans la psychologie politique ou dans la théorie du choix rationnel<sup>13</sup>, ces travaux font basculer le « contexte » d'un cadre spatial, servant à appréhender les relations sociales dans lesquelles un individu est inséré, à un ensemble de relations discursives entretenues par l'individu dans un réseau de communication.

- 17 Enfin, récemment, en science politique, ce renouvellement de la compréhension des comportements électoraux par l'entrée contextuelle a fait l'objet d'un conséquent travail de définition par C. Braconnier (2010). Celle-ci définit « l'approche localisée du politique » comme « une appréhension globale de ce qui fait le rapport au politique dans un milieu donné, dans les pratiques qu'il recouvre mais également dans celles qu'il génère ou rend improbable », et permettant « une compréhension fine des processus auxquels s'alimente la diversité du lien entretenu à l'institution électorale » (ibid., p. 177). L'approche localisée du politique tend ainsi à recentrer l'analyse sur la prise en compte et la compréhension des espaces premiers de socialisation (la famille, les collègues, les voisins etc.) : le postulat de départ de cette approche est de redonner de la consistance aux « espaces » réellement vécus par les individus. L'analyse écologique du vote insiste aussi sur la nécessité de croiser les méthodes d'investigation pour prendre en compte au maximum le local, utilisées conjointement dans une « chaîne d'études » (ibid., p. 178), de façon à comparer et à étayer les conclusions tirées pour chaque cas d'étude et par chaque méthode.
- 18 Aussi, la conjonction de ces approches (tant en géographie qu'en science politique) invite à s'intéresser à l'électeur et à son acte de vote en partant de son « contexte », dans le but de les replacer dans toute leur dimension sociale, et par là-même de renouveler les explications apportées aux comportements politiques individuels. En effet, les modèles issus des paradigmes déterministes du vote ont tendance à figer l'électeur dans un ensemble d'appartenances socioéconomiques et d'identifications politiques spécifiques, qui déterminent des comportements précis et peinent à considérer les changements de préférence ou les évolutions des opinions : changements et évolutions entraînent rapidement des ruptures dans la stabilité pensée des comportements électoraux. Or, les électeurs peuvent changer de préférences d'une élection à l'autre (à l'intérieur du même camp ou en changeant de camp) (Lehingue, 2011), le contexte peut aussi changer : pourtant, ces changements ne sont pas nécessairement révélateurs d'une instabilité, mais ils sont aussi les témoins des opérations de contextualisation des préférences politiques par les électeurs, que ce soit avec un cadre politique national particulier ou avec des évolutions de leurs « contextes ».
- 19 L'intérêt porté aux contextes d'appartenance des électeurs implique d'en démêler les différents éléments constitutifs : par exemple, l'environnement familial, les réseaux de sociabilité qu'ils soient amicaux, professionnels, les réseaux de voisinage ou encore le territoire. Par conséquent, c'est précisément en distinguant les différents éléments contextuels, et particulièrement le territoire, qu'il nous semble primordial d'appréhender comportements et raisonnements politiques comme le résultat d'un processus dynamique, dans lequel chacun de ces éléments contextuels peut prendre une place déterminante. La prise de décision politique, que ce soit, par exemple, celle de participer ou non à scrutin, ou encore les préférences pour un candidat, n'est pas un processus immédiat ou automatique, mais un processus qui traduit l'articulation de dispositions individuelles préalablement et profondément ancrées, comme les socialisations primaires et secondaires de l'individu (Percheron, 1985), de déterminants démographiques, socioéconomiques ou politiques, d'un ensemble d'attitudes et de valeurs, ou encore d'éléments issus des expériences individuelles et sociales de chaque citoyen. C'est dans ce cadre que la géographie électorale a permis de préciser la définition sociale et politique du territoire.

## Le territoire comme outil de compréhension des comportements politiques, ou comment faire dialoguer sociologie et géographie électorales

- 20 La (re)découverte et la théorisation renouvelée du « contexte » dans la littérature de sociologie et de géographie s'intéressant aux comportements politiques et au vote ont pris sens dans nos propres recherches lorsqu'elles ont fait écho à notre préoccupation pour le « territoire ». Plus précisément, cette conjonction théorique nous a permis d'identifier les angles morts de la prise en considération du territoire dans la compréhension des comportements et raisonnements politiques : la vision processuelle adoptée conduit ainsi à proposer une définition particulière du territoire (A), qu'il s'est agi ensuite de mettre en œuvre méthodologiquement (B).

### Opérationnaliser le territoire : éléments de définition

- 21 Pour faire émerger les contours d'une définition sociale et politique de la notion de territoire, qui soit concrètement opérationnelle, la géographie sociale et politique s'est révélée d'une grande utilité – comme cela a été le cas plus largement pour le renouvellement récent des travaux de sociologie électorale. En effet, elle permet de souligner notamment l'action de l'individu et les rapports de force entre groupes sociaux dans la construction de l'espace, les comportements politiques spécifiques des espaces périurbains, ainsi que les représentations et usages individuels des différents espaces. En premier lieu, la vision dynamique et évolutive d'un territoire construit par les acteurs, proposée par Claude Raffestin (1980), qui propose d'étudier la société par le biais des espaces et des acteurs, de façon à en mettre en évidence les dimensions spatiales, a fourni un premier cadre pour déterminer les dimensions du territoire utiles à la compréhension des comportements politiques.
- 22 En second lieu, lorsque l'on essaye de spécifier plus précisément ce que recouvre le territoire des individus, un paradoxe émerge. En effet, une assimilation forte est faite entre voisinage et lieu de résidence dans les travaux tentant de mettre en évidence l'influence, sur les comportements politiques individuels, des caractéristiques socioéconomiques de l'environnement du lieu de résidence des individus. Cette réduction de l'un à l'autre empêche de prendre en considération la totalité du « portefeuille spatial » des individus, pour reprendre l'expression de J. Lévy (2007). Pour pouvoir réellement prendre en compte l'influence des contextes – famille, amis, travail, territoire – sur les comportements politiques individuels, il est essentiel de déterminer précisément ces contextes ou espaces, en termes de nombre, de pratiques, de représentations et de mobilités. Car, en outre, même dans le cas de l'équivalence faite entre lieu de résidence et voisinage, l'étude de l'influence du voisinage sur les comportements politiques est fondamentalement restreinte lorsque l'on ne dispose d'aucune variable mesurant l'intégration de l'individu dans son voisinage ou sa perception de son voisinage, problème auquel ont pu essayer de pallier certains travaux américains (Johnson, Shively, Stein, 2002). C'est ainsi qu'il nous a semblé essentiel de pouvoir interroger le rapport des individus au territoire, sous l'angle des représentations et des pratiques individuelles. Pour ce faire, la notion « d'habiter » telle que définie par Mathis Stock (2004) nous a semblé la plus pertinente, dans la mesure où elle permet de combiner les pratiques

individuelles des lieux et les représentations des différents espaces développées par les individus<sup>14</sup>. S'intéresser à la façon dont les individus « habitent » les lieux permet à M. Stock de recentrer l'analyse sur les individus et leur appartenance à une pluralité de contextes sociaux et géographiques, dont les systèmes de valeurs sont différents. La prise en compte de l'individualisation des rapports au territoire permet ainsi de préciser les rapports individuels au politique, en les articulant avec la perception des territoires, c'est-à-dire de mieux comprendre pourquoi deux électeurs aux caractéristiques socioéconomiques similaires, habitant le même quartier, peuvent avoir des préférences politiques opposées.

- 23 Ces différents éléments nous ont ainsi orientée vers une proposition quelque peu inhabituelle pour la sociologie électorale, et appuyée sur la géographie sociale, pour laquelle le territoire est un facteur de compréhension des comportements politiques, complétant les grands paradigmes sociologiques. Inhabituelle, car trop fréquemment depuis l'avènement des sondages, le territoire est uniquement considéré comme une variable explicative résiduelle, n'intervenant qu'une fois contrôlées les variables sociodémographiques (Keating, 1998). De plus, cette variable géographique, lorsqu'elle apparaît, est essentiellement statique : le territoire est défini a priori, au moyen de ses caractéristiques objectives. Cette définition a priori du territoire conduit à une utilisation atomistique de la variable, où l'on dissocie les différentes caractéristiques du territoire les unes des autres, ce qui entraîne à terme la perte du sens social du territoire. Ainsi, l'objectif de conserver la dimension sociale de la construction du territoire pousse à opter pour une analyse dynamique du territoire, c'est-à-dire basée sur la combinaison des différentes caractéristiques en interaction constante, permettant de concevoir le territoire comme un prisme mobilisable par les individus pour considérer le monde (Ibid., p. 8).
- 24 Ces pistes analytiques nous permettent de « réintégrer » la prise en compte du territoire dans l'analyse des comportements politiques. En effet, prendre en compte la façon dont individus et groupes construisent l'espace dans lequel ils évoluent, travailler à partir des différents territoires quotidiens des individus et de leurs usages, évaluer valeurs et représentations sociales dans le choix d'un lieu de résidence sont autant de facteurs à intégrer à l'espace des comportements politiques et du vote. En conséquence, si les choix spatiaux des individus – au sens large, c'est-à-dire les activités comme les usages produits à partir d'un même lieu par différents individus – découlent d'un cadre plus large de représentations, il devient intéressant d'intégrer une dimension territoriale aux choix politiques des individus.
- 25 Pour opérationnaliser cette nouvelle variable territoriale dans le cadre de la sociologie électorale, il nous paraît toutefois primordial d'articuler deux conceptions du territoire. La première est celle du « territoire objectif », c'est-à-dire d'un territoire constitué par un ensemble de caractéristiques économiques, démographiques ou sociales qui définissent un espace dans lequel l'individu est inséré et dont il subit l'influence. La seconde conception est, à l'inverse, plus « subjective » : le territoire y est un espace construit socialement et politiquement par chaque individu en fonction des activités qu'il y réalise quotidiennement et des relations qu'il y développe, correspondant ainsi au concept « d'espace vécu »<sup>15</sup>. De la sorte, le territoire apparaît comme la conjonction d'un espace vécu, c'est-à-dire au croisement d'un cadre spatial délimité et perceptible avec les pratiques quotidiennes et individuelles de ces espaces, et d'un espace socialement défini, c'est-à-dire où se nouent des rapports sociaux, potentiellement chargés d'une

signification politique : le territoire nous semble ainsi faire pleinement partie des influences pouvant expliquer en partie les comportements politiques individuels.

## Articuler méthodologiquement territoire et vote dans l'analyse écologique

- 26 Cette double définition du territoire suppose d'adapter les outils méthodologiques en fonction des différents liens de l'individu aux territoires à caractériser. En effet, prendre le parti de d'intégrer la « dimension spatiale » des comportements politiques oblige à renouveler les outils de recherche, dans la mesure où il devient nécessaire de se donner les moyens de se saisir empiriquement de la notion de territoire et donc de repenser les habitudes de recherche en sociologie électorale, largement dépendantes de la technique des sondages, dont la pratique s'est largement routinisée depuis les années 1960.
- 27 Tout d'abord, lorsque l'on mobilise le territoire objectif, l'utilisation des données agrégées est particulièrement intéressante pour caractériser les zones prises en considération, mais aussi pour confronter les caractéristiques socioéconomiques de ces zones avec leurs résultats électoraux, et éventuellement avec des données collectées dans le cadre d'enquête par sondages. Choisir d'étudier le territoire objectif nécessite donc en amont de travailler sérieusement sur l'adéquation entre l'échelle d'observation et les objectifs de l'enquête. Cet impératif méthodologique n'est pas aussi anodin qu'il peut en avoir l'air. En effet, le choix du cadrage territorial dans l'enquête FJP, à partir de laquelle nous avons effectué notre recherche doctorale, reposait sur la nécessité technique de sélectionner des aires de peuplement suffisamment importantes pour pouvoir y constituer des échantillons d'environ un millier d'individu à deux reprises pour les sondages préélectoraux – pour cette raison, ce sont donc des cantons et une ville qui ont été sélectionnés (cf. encadré 1). Mais, cette nécessité technique – tout à fait légitime au regard de ses objectifs – s'est révélée être un obstacle dans l'exploitation des données quantitatives. En effet, malgré l'attention portée à la sélection de zones particulièrement clivées entre elles au niveau socioéconomique et politique, l'hypothèse formulée d'une reproduction des clivages socioéconomiques et politiques entre les zones dans les attitudes individuelles ne peut être confirmée par l'exploitation des données<sup>16</sup>. Cette étrange disparition des clivages entre les zones a conduit à la formulation d'une nouvelle hypothèse, appuyée par les premières analyses des données qualitatives<sup>17</sup> : les espaces sélectionnés (cantons ou villes) n'ont peut-être pas le même sens aux yeux de l'ensemble des habitants. Pour confirmer cette hypothèse, l'utilisation des données statistiques de l'insee (composition sociodémographique, activité de la population, niveau de diplôme, taux d'immigration, taux d'imposition et revenu moyen imposé par exemple), agrégées au niveau de la commune ou de l'îlot de regroupement de l'information statistique (iris), s'est avérée indispensable. Ces données iris, combinées aux résultats électoraux fournis par le Ministère de l'Intérieur et les mairies au niveau de la commune ou du bureau de vote, nous ont permis d'affiner la caractérisation du territoire et de mettre en évidence une forte hétérogénéité dans trois des quatre zones sélectionnées<sup>18</sup>. Cette hétérogénéité constitue donc la première étape de l'explication de la disparition des clivages socioéconomiques et politiques à l'échelle communale.
- 28 Cette caractérisation fine des zones observées est rendue possible par la collecte de données au niveau le plus fin à disposition (iris et bureaux de vote). Plus que par souci d'exhaustivité, l'utilisation du niveau le plus fin correspond à un souci pragmatique, en ce

qu'elle constitue un avantage pratique permettant des agrégations et réagréations diverses par la suite, en fonction des différents besoins de recherche. Ce souci méthodologique, lié à la prise au sérieux du territoire objectif, fait d'ailleurs écho au développement récent des analyses multi-niveaux dans les analyses écologiques du vote, qui partagent ce souci de l'utilisation du niveau le plus fin possible pour la collecte de données<sup>19</sup>, et qui essayent de dépasser les controverses récurrentes entre les analyses écologiques et individuelles du vote (Jadot, Van Egmond, 2003 ; Gombin, 2014 infra). Particulièrement utilisés dans la science politique anglo-saxonne, les modèles d'analyses multi-niveaux cherchent à prendre en compte à la fois les variables individuelles et les variables contextuelles pour en évaluer la part relative, de façon à déterminer les moments où un contexte identique produit des effets différents selon les individus et inversement (Jadot, 2002 ; Gombin, 2009). Si l'analyse multi-niveaux nécessite donc des données robustes dans leur construction pour pouvoir passer d'un niveau à l'autre sans problème, cette exigence est aussi l'une des forces de ces analyses leur permettant de pallier les défaillances des sondages, qui ont de grandes difficultés à travailler sur des groupes sociaux restreints numériquement (Gombin, Mayance, 2010).

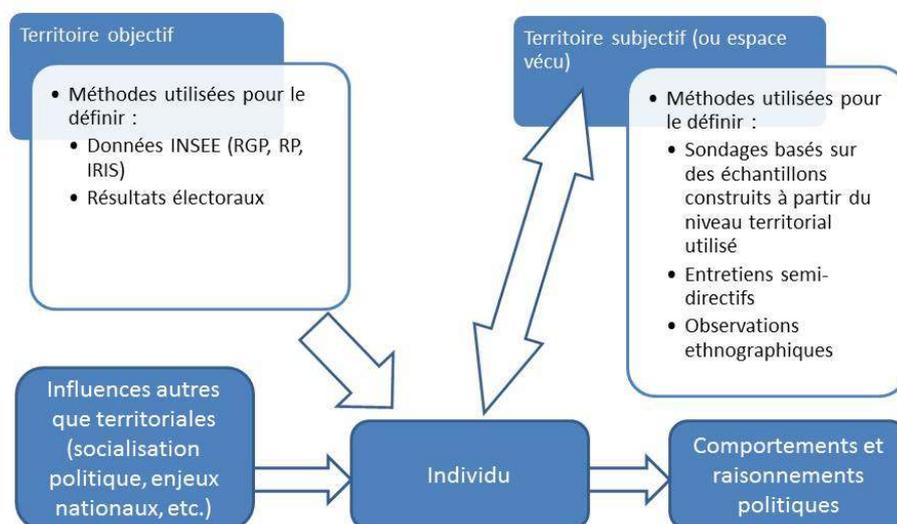
- 29 Mais, la mobilisation du « territoire objectif » présente le risque de laisser dans l'ombre la dimension subjective du territoire, à savoir les perceptions et les constructions des espaces propres à chaque individu. Ainsi, bien que l'architecture du programme, dans lequel s'inscrivait notre enquête, reposait sur un protocole hypothético-déductif, l'assouplissement de ce cadre en vue d'aménager des espaces permettant une démarche plus inductive a été nécessaire pour saisir les espaces vécus individuels. De fait, lorsque l'on souhaite comprendre la part subjective du territoire, il devient nécessaire de pouvoir repérer les usages variés des espaces qu'ont les individus, les relations et activités sociales qu'ils y construisent. L'attention portée à une prise en compte qualitative du territoire, et notamment du territoire vécu et perçu subjectivement par les enquêtés, a permis de décrypter dans chacune des zones étudiées le poids des rapports au territoire dans la formation des comportements politiques individuels. En effet, centrer une partie des entretiens semi-directifs sur les pratiques quotidiennes des enquêtés et de leurs perceptions du territoire, a fait apparaître des réalités différentes au sein d'une même zone en fonction des spécificités des situations individuelles (notamment familiales ou professionnelles) et des expériences territoriales vécues.
- 30 Cette posture de recherche, plus « compréhensive », permet de repérer le politique dans le territoire, c'est-à-dire de cerner dans chacune des zones étudiées les éléments susceptibles d'être politisés, ainsi que la façon dont les habitants les politisent (ou non) en fonction de leur territoire, défini objectivement et subjectivement.
- 31 En cherchant à décrypter ce que signifie le territoire dans chacune des quatre zones, on arrive ainsi à saisir comment le politique est recomposé différemment à partir des territoires, objectif et subjectif. Ainsi, deux cas de figure de « politisation »<sup>20</sup> du territoire apparaissent dans les quatre zones étudiées. Le premier cas de figure repéré est celui de la construction d'enjeux politiques sur la base de la mobilisation des expériences et des usages quotidiens du territoire : les perceptions et les pratiques individuelles du territoire déterminent les enjeux politiques locaux, largement articulés autour de l'action publique municipale, et s'écartant des clivages partisans nationaux, qui sont rarement mobilisés par les enquêtés comme des points de repères plus généraux. Par exemple, l'étude des perceptions du territoire dans l'un des cantons étudiés, zone de moyenne montagne en voie de périurbanisation, laisse apparaître très vite un conflit d'usage entre les habitants

« natifs » du canton et les nouveaux habitants : les premiers ont des activités économiques dépendantes du tourisme – donc du territoire – alors que les seconds ont un usage du territoire plutôt lié ses opportunités en termes de qualité de vie et de loisirs. Ce conflit sur les usages économiques du territoire se cristallise politiquement, dans des tensions localement fortes et s'exprimant dans l'arène partisane et électorale : par exemple, l'intégration européenne ou la mondialisation sont des phénomènes globalement mieux perçus par les nouveaux habitants, qui appartiennent majoritairement aux groupes socioéconomiques les plus aisés et travaillent souvent dans les secteurs les mieux insérés dans la compétition économique internationale de l'agglomération grenobloise<sup>21</sup>. Dans ce canton, les oppositions politiques locales sont autant explicables par le traditionnel clivage gauche/droite que par les conflits entre les groupes d'habitants<sup>22</sup>.

- 32 Le second cas de figure est constitué par l'articulation entre ces expériences et pratiques quotidiennes du territoire et les enjeux partisans nationaux. En effet, les expériences locales peuvent s'articuler aux cadres politiques nationaux, pour produire ainsi des problématisations spécifiques de débats sociaux et politiques. Par exemple, dans l'un des cantons étudiés, où l'extrême-droite est ancrée de façon importante au niveau électoral, on repère une certaine prise en compte de cette tendance dans le décryptage des enjeux locaux : « l'immigration » n'est pas plus un problème public pour les habitants de ce canton que ceux des autres zones étudiées, mais cette question est plus fréquemment qu'ailleurs rattachée à la situation locale<sup>23</sup>. Dans ce cas de figure, la « politique » n'est pas absente du « village » (Faure, 1992) : elle en est un élément spécifique, perceptible dans le repérage des enjeux effectué par les habitants, en fonction de leur vécu territorial.
- 33 Mais, au-delà de la politisation d'éléments territoriaux, la focale territoriale permet aussi de préciser les comportements et opinions politiques. En nous intéressant à deux thèmes politiques généraux, l'intégration européenne et la mondialisation d'abord, l'élection présidentielle de 2007 et les rapports à la classe politique ensuite, le territoire apparaît en pointillé dans la construction des raisonnements politiques. D'abord, sur le thème de l'intégration européenne et de la mondialisation, les espaces vécus peuvent constituer des points de repère, et ce particulièrement pour les enquêtés les moins intéressés et familiers de la politique, mobilisables dans les raisonnements, permettant de réinterpréter et de rattacher certaines expériences quotidiennes (délocalisations, chômage, baisse de pouvoir d'achat, etc.) aux effets identifiés de ces deux processus. Ensuite, les exemples de l'élection présidentielle de 2007 et des perceptions de la classe politique mettent en évidence l'absence presque totale de références au territoire dans la construction des raisonnements politiques, seules quelques utilisations à titre d'illustration ponctuelle en sont faites. Ainsi, lorsque l'on s'intéresse à des thématiques d'un plus grand niveau de généralité, le territoire ne constitue pas un élément fondamentalement déterminant des comportements politiques individuels.
- 34 Pour synthétiser, ce travail de cadrage et de repérage du territoire en lien avec le politique n'est pas une tentative de démonstration d'une hyper-territorialisation politique des individus, qui aurait été insuffisamment prise en compte jusqu'à présent. Il s'agit davantage de se donner les moyens de repérer et de souligner la manière dont les positions politiques dépendent ou sont orientées par des cadres territoriaux (objectif et/ou subjectif), socialement et politiquement structurés. En cherchant à mettre en évidence les chemins empruntés par les enquêtés dans leur définition du territoire, non seulement comme espace social mais également comme espace politique, une grande variété de ces

définitions apparaît, variété qui repose sur la diversité des pratiques et des perceptions individuelles, aboutissant à délimiter des territoires subjectifs propres. Cette démarche s'éloigne donc des modèles « déterministes » au profit d'une utilisation pragmatique du territoire : celui-ci n'a pas vocation à remplacer l'une ou l'autre des variables au sommet de la hiérarchie des déterminismes mais peut être utilisé comme une grille de lecture complémentaire pour comprendre le politique, en s'intéressant au territoire qui constitue un contexte de socialisation dans lequel les individus interagissent. Ainsi, cette focale territoriale nous semble participer d'une démarche « constructionniste<sup>24</sup> » du rapport à la politique des individus, qui insiste sur le caractère agrégatif des différentes influences extérieures, prises en considération par les individus lors de la construction de leurs comportements politiques. Le schéma 1 ci-dessous propose une synthèse des différents éléments présentés, en essayant de mettre en évidence le rôle spécifique du territoire sur ces phénomènes et de proposer les outils méthodologiques adaptés à son étude.

Schéma 1 - Synthèse des effets du territoire sur les comportements et raisonnements politiques individuels



## Conclusion

- 35 Le dialogue entre sociologie et géographie électorales, appelé ici de nos vœux, ne doit être considéré ni comme un poncif, ni comme un exercice rhétorique. Nous avons souhaité montrer que notre propre démarche de recherche a essayé d'opérationnaliser cet appel, afin d'accompagner et de consolider le renouveau des approches écologiques. L'enjeu est bien de doter des notions telles que celles du « territoire » ou du « contexte » d'une armature théorique et méthodologique, permettant de les prendre en compte effectivement dans l'étude des comportements politiques.

- 36 Intégrer la géographie sociale dans cette réflexion sur les comportements politiques nécessite donc des orientations théoriques claires, qui doivent être assumées, au premier rang desquelles le choix de se défaire d'une vision déterministe de l'effet du territoire dans la constitution des comportements politiques, au profit d'une perspective davantage processuelle<sup>25</sup>. Dans cette perspective, le territoire perçu et reconstruit par les individus gagne à être décomposé schématiquement en deux volets, l'un objectif et l'autre subjectif, qui offrent une perception vision plus dynamique de ses effets sur les comportements politiques.
- 37 Le dialogue entre l'analyse des choix politiques individuels et la géographie électorale offre ainsi de stimulantes perspectives, permettant d'intégrer le territoire dans l'étude des comportements politiques, alliant une lecture plus individualiste et compréhensive avec une approche contextualisée. En effet, le contexte local des individus et leurs perceptions (mouvantes) du territoire sont des éléments propres à fournir aux citoyens des points de repère dans l'univers politique : le décodage et la mise en relation de ces éléments territorialisés d'orientation politique complètent donc utilement les différents instruments cognitifs mobilisés par les individus, lorsqu'ils construisent des raisonnements politiques.
- 38 Toutefois, pour dépasser le vœu pieu du dialogue, il faut admettre que sociologie et géographie électorales ne forment pas un couple uni et sans histoire : la première s'est longtemps construite sans (voire contre) la seconde, et y reste encore aujourd'hui relativement hermétique. S'il est possible – et souhaitable selon nous – de faire dialoguer sociologie et géographie pour comprendre les comportements et les opinions politiques des individus, ce dialogue n'a rien d'évident, notamment dans le cadre du glissement de plus en plus marqué actuellement de l'analyse des comportements électoraux de la sociologie vers les approches cognitivistes ou rationalistes.
- 39 Ne considérant pas que les raisonnements et les comportements individuels en matière politique puissent être réduits au seul choix électoral, il ne s'agit donc pas de proposer un nouveau modèle explicatif du vote, mais plutôt d'intégrer une lecture processuelle, dans laquelle la part territorialisée de ces comportements est recherchée et examinée. L'objectif est d'utiliser le territoire comme une clé de lecture supplémentaire, pour enrichir l'explication des comportements politiques, en redonnant de la matière à des phénomènes asséchés par la standardisation et la routinisation du sondage comme instrument d'enquête.
- 

## BIBLIOGRAPHIE

ARON, R., 1955, « Réflexions sur la politique et la science politique française », *Revue française de science politique*, vol. 5, n°1, p. 5-20.

BERELSON, B., LAZARSFELD, P., GAUDET, H., 1968, *The People's Choice: How the Voter Makes up his Mind in a Presidential Campaign*, New-York, Columbia University Press.

- BLONDIAUX, L., 1996, « Mort et résurrection de l'électeur rationnel. Les métamorphoses d'une problématique incertaine », *Revue française de science politique*, vol. 46, n°5, p. 753-791.
- BLONDIAUX, L., 1998, *La fabrique de l'opinion, une histoire sociale des sondages*, Paris, Le Seuil.
- BLONDIAUX, L., 2007, « Faut-il se débarrasser de la notion de compétence politique? Retour critique sur un concept classique de la science politique », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 6, p. 759-774.
- BLONDIAUX, L., VEITL, P., 1999, « La carrière symbolique d'un père fondateur. André Siegfried et la science politique française après 1945 », *Genèses*, vol. 37, n°1, p. 4-26.
- BOIS, P., 1971, *Paysans de l'Ouest. Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe*, Paris, Flammarion.
- BRACONNIER, C., 2010, *Une autre sociologie du vote : les électeurs dans leurs contextes*, Paris, Lextenso.
- BRACONNIER, C., DORMAGEN, J.-Y., 2007, *La démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation en milieu populaire*, Paris, Gallimard.
- BUSSI, M., 1998, *Éléments de géographie électorale. À travers l'exemple de la France de l'Ouest*, Rouen, Publications de l'Université de Rouen.
- BUSSI, M., 2003, « Le vote Saint-Josse : la protestation en campagne », in Perrineau P., Ysmal C. (dir.), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris, Presses de Science Po, p. 311-338.
- BUSSI, M., 2011, « La nouvelle carte électorale... 25 ans après », *Congrès de l'AFSP*, Strasbourg.
- BUSSI, M., FOURQUET, J., 2007, « Neuf cartes pour comprendre l'élection », *Revue française de science politique*, vol. 57, n° 3-4, p. 411-428.
- BUTLER D., STOKES D., 1974, *Political Change in Britain : the Evolution of Electoral Choice*, London, Macmillan.
- CAMPBELL, A., CONVERSE, P., MILLER, W., 1964, *The American Voter : an Abridgment*, New-York, John Wileys and Sons.
- CARTIER, M., COUTANT, I., MASCLÉ, O., SIBLOT, Y., 2008, *La France des « petits-moyens ». Enquête sur la banlieue pavillonnaire*, Paris, La Découverte.
- COX, K., 1968, « Suburbia and Voting Behavior in the London Metropolitan Area », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 58, n° 1, p. 111-127.
- DOWNS, A., 1957, *An Economic Theory of Democracy*, New-York, Harper.
- FAURE, A., 1992, *Le village et la politique : essai sur les maires ruraux en action*, Paris, L'Harmattan.
- FAVRE, P., 1989, *Naissances de la science politique en France 1879-1914*, Paris, Fayard.
- FILLIEULE, O., 2001, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol.51, n°1-2, p. 199-215.
- FOURQUET, J., BULÉON, P., RAVENEL, L., 2003, « Vote et gradient d'urbanité : les nouveaux territoires des élections présidentielles de 2002 », *Espace, populations, sociétés*, vol. 21, n° 3, p. 469-482.
- FOURQUET, J., RAVENEL, L., COLANGE, C., BUSSI, M., 2005, « Au-delà d'un "vote de classe", la permanence des spécificités régionales », in Laurent A., Sauger N. (dir.), *Le référendum de*

- ratification du Traité constitutionnel européen : comprendre le « non » français, n° 42, p. 110-120.
- FRÉMONT, A., 1976, *La région, espace vécu*, Paris, PUF.
- GOGUEL, F., 1970, *Géographie des élections françaises sous la Troisième et la Quatrième République*, Paris, A. Colin.
- GOMBIN, J., 2009, « Analyse écologique, modèles multi-niveaux et sociologie électorale : l'exemple des votes pour le Front national », Congrès de l'AFSP, Grenoble.
- GOMBIN, J., 2014, « Contextualiser sans faire de l'espace un facteur autonome. La modélisation multiniveau comme lieu de rencontre entre sociologie et géographie électorales », *L'Espace politique*, [En ligne]
- GOMBIN, J., MAYANCE, P., 2010, « Analyse écologique des votes et mondes ruraux. Quelques réflexions méthodologiques. », in Barone, S., Troupel, A., *Battre la campagne, élections et pouvoir municipal en milieu rural*, Paris, L'Harmattan, p. 27-48.
- GOMBIN, J., RIVIÈRE, J., 2014, « Vers des convergences transdisciplinaires dans le champ des études électorales ? », *L'Espace politique*, [En ligne]
- GRUNBERG, G., VANDERMOTTEN, C., LOCKART, P., 2000, « Géographie électorale de l'Europe », in Grunberg G., Perrineau, P. et Ysmal, C. (dir.), *Le vote des Quinze. Les élections européennes du 13 juin 1999*, Paris, Presses de Science Po, p. 243-293.
- GUILLUY, C., NOYÉ, C., 2006, *Atlas des nouvelles fractures sociales en France. Les classes moyennes oubliées et précarisées*, Paris, Autrement.
- HUCKFELDT, R., JOHNSON, P., SPRAGUE, J., 2005, « Individuals, Dyads, and Networks: Autoregressive Patterns of Political Influence », in Zuckerman, A., *The Social Logics of Politics. Personal Networks as Contexts for political behavior*, Philadelphie, Temple University Press, p. 21-48.
- IYENGAR, S., 1991, « The Accessibility Bias in Politics: Television News and Public Opinion », *International Journal of Public Opinion Research*, vol. 2, p. 2-15.
- JADOT, A., 2002, « (ne pas) être un électeur Européen. », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 9, n° 1, p. 31-45.
- JADOT, A., VAN EGMOND, M., 2003, « Réconcilier l'individuel et le contextuel ? L'intérêt de la méthode multiniveaux en recherche électorale », *Revue de la Maison française d'Oxford*, vol. 1, n° 1, p. 211-250.
- JOHNSON, M., PHILLIPS, S., STEIN, R., 2002, « Contextual Data and the Study of Elections and Voting Behavior: Connecting Individuals to Environments », *Electoral Studies*, vol. 21, n° 2, p. 219-233.
- JOHNSTON, R., 1985, « Class and the Geography of Voting in England: Towards Measurement and Understanding », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 10, n° 2, p. 245-255.
- KATZ, E., LAZARFELD, P., 2008 [1ère éd. : 1955], *Influence personnelle : ce que les gens font des médias*, Paris, Armand Colin.
- KEATING, M., 1998, « Territory and Politics », *The New Regionalism in Western Europe*, Cheltenham, E. Edgar, p. 1-15.
- KLATZMANN, J., 1957, « Comportement électorale et classe sociale. Étude du vote communiste et du vote socialiste à Paris et dans la Seine », in Duverger M., Goguel F., Touchard J., *Les élections du 2 janvier 1956*, Paris, Presses de la FNSP, p. 254-285.

- LAGROYE, J., FRANCOIS, B., SAWICKI, F., 2002, *Sociologie politique*, Paris, Presses de Sciences Po – Dalloz.
- LAURENT, A., 1983, *Espace et comportement électoral. Étude à partir des résultats des élections législatives sous la Vème République dans la région Nord - Pas-de-Calais*, Grenoble, Institut d'Études Politiques de Grenoble.
- LE BRAS, H., 1986, *Les trois France*, Paris, Le Seuil.
- LEHINGUE, P., 2011, *Le vote : approches sociologiques de l'institution et des comportements électoraux*, Paris, La Découverte.
- LÉVY, J., 2003, « Vote et gradient d'urbanité. L'autre surprise du 21 avril », *Espacestems.net*, [En ligne] <http://www.espacestems.net/document432.html>.
- LÉVY, J., 2007, « Regarder, voir. Un discours informé sur la cartographie », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 102, p. 131-140.
- MASCLET, O., 2005, *La gauche et les cités : enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, La Dispute.
- MAYER, N., 1997, *Les modèles explicatifs du vote*, Paris, L'Harmattan.
- MAYER, N., 2010, *Sociologie des comportements politiques*, Paris, Armand Colin.
- PERCHERON, A., 1985, « La socialisation politique : défense et illustration », in Grawitz, M., Leca, J. (dir.), *Traité de Science Politique. Tome 3 : L'action politique*, Paris, PUF, p. 165-235.
- PERRINEAU, P. (dir.), 2007, *Atlas électoral 2007. Qui vote quoi, où et comment?*, Paris, Presses de Sciences Po.
- PERRINEAU, P., 1981, *Espace et politique: les conséquences politiques du changement urbain dans les agglomérations de la Loire moyenne (1958-1978)*, Paris, Institut d'études politiques de Paris.
- PINÇON, M., PINÇON-CHARLOT, M., 2008, *Sociologie de Paris*, Paris, La Découverte.
- PLATONE, F., REY, H., 1989, « Le FN en terre communiste », in Mayer, N., Perrineau, P. (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de la FNSP, p. 268-283.
- PRÉTECEILLE, E., 2006, « La ségrégation sociale a-t-elle augmenté ? La métropole parisienne entre polarisation et mobilité », *Sociétés contemporaines*, vol. 62, n° 2, p. 69-93.
- RAFFESTIN, C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, LITEC.
- RETIÈRE, J.-N., 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, vol.16, n°63, p. 121-143.
- REY, H., 1988, « Seine Saint-Denis : la mobilité des électorats en banlieue », *Hérodote*, n°50-51, p. 38-49.
- RIPOLL, F., RIVIÈRE, J., 2007, « La ville dense comme seul espace légitime? Analyse critique d'un discours dominant sur le vote et l'urbain », *Les annales de la recherche urbaine*, n° 102, p. 121-130.
- RIVIÈRE, J., 2008, « Le vote pavillonnaire existe-t-il ? Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de périurbanisation », *Politix*, vol. 21, n°83, p. 23-48.
- RIVIÈRE, J., 2009, *Le pavillon et l'isoloir. Géographie sociale et électorale des espaces périurbains français (1968-2008)*, Caen, Université de Caen.
- ROBINSON, W., 1950, « Ecological Correlations and the Behavior of Individuals », *American Sociological Review*, vol. 15, n° 3, p. 351-357.

- SAINTY, J., 2012, Les fabriques territoriales du raisonnement politique. Une analyse contextualisée dans quatre territoires de l'Isère (2007), Grenoble, Université de Grenoble.
- SIEGFRIED, A., 1949, Géographie électorale de l'Ardèche sous la IIIe République, Paris, A. Colin.
- SIEGFRIED, A., 1995 [1ère éd. : 1913], Tableau politique de la France de l'ouest, Paris, Imprimerie nationale.
- SNIDERMAN, P., 1998, « Les nouvelles perspectives de la recherche sur l'opinion publique », *Politix*, vol. 11, n°41, p. 123-175.
- STOCK, M., 2004, « L'habiter comme pratique des lieux géographiques », *Espacestems.net*, [En ligne] <http://www.espacestems.net/document1138.html>.
- TINGSTEN, H., 1963, *Political Behavior : Studies in Election Statistics*, Totowa, Bedminster Press.

## NOTES

1. La présentation détaillée de cette enquête dépasse le propos de cet article, cf. Sainty, 2012 pour d'éventuelles précisions.
2. La perspective adoptée ici est assez classique en science politique dans la formalisation de la sous-discipline « sociologie électorale » (Mayer, 2010 ; Lehingue, 2011).
3. Le régime de propriété tient une place centrale dans le raisonnement de Siegfried – bien plus que la géologie des sols à laquelle on a trop souvent uniquement ramené ses travaux – car elle est le symbole de la liberté individuelle.
4. Ainsi, en reproduisant cette étude dans le département de l'Ardèche, l'altitude remplace la géologie pour comprendre les clivages politiques locaux (Siegfried, 1949, p.113).
5. Ce déclin ne signifie toutefois pas leur disparition du paysage scientifique français : en effet, une place leur est toujours réservée dans les dossiers spéciaux de revues ou dans les ouvrages de commentaires électoraux (voir, par exemple, Grunberg *et al.*, 2000 ; Bussi, 2003 ; Bussi, Fourquet, 2007 ; Fourquet *et al.*, 2005 ; Perrineau, 2007). De plus, quelques chercheurs ont continué de consacrer une partie de leurs travaux à des analyses spatialisées du vote, sans que ces travaux ne soient cependant centraux dans leurs parcours de recherche (Perrineau, 1981 ; Laurent, 1983 ; Rey, 1988 ; Platone, Rey, 1989).
6. Pour une histoire extrêmement documentée de l'invention des sondages et de la progressive légitimation de l'instrument comme moyen d'expression de l'opinion publique, cf. Blondiaux, 1998.
7. Ce glissement des études électorales françaises trouve aussi une illustration symbolique dans la controverse entre François Goguel et Jérôme Jaffré sur l'interprétation de la victoire de François Mitterrand en 1981 – rapportée par Patrick Lehingue (2011, pp. 95-101) : Goguel s'appuie sur des données électorales localisées pour relativiser la victoire de Mitterrand, victoire par défaut à ses yeux en raison des faiblesses de la candidature de Valéry Giscard d'Estaing, tandis que J. Jaffré argumente en faveur d'une véritable victoire socialiste, fondée sur les évolutions sociodémographiques de la société française, en s'appuyant sur des données de sondages.
8. L'un des apports majeurs de l'école du Michigan est méthodologique, en opérant définitivement le basculement de la sociologie électorale vers l'utilisation d'échantillons probabilistes représentatifs de la population nationale : ces enquêtes constituent aujourd'hui une des bases les plus importantes de données électorales : *American National Election Studies*, consultables sur <http://www.electionstudies.org/>

9. L'identification partisane est définie comme un « attachement affectif durable à un des deux grands partis qui structurent la vie politique américaine, transmis par les parents, entretenu par le milieu social et professionnel, et qui se renforce avec l'âge » (Mayer, 2010, p. 85).
10. Tiré des sciences naturelles, le qualificatif écologique s'applique à l'étude des comportements sociaux appréhendés au travers d'un cadre territorial délimité (Bussi, 2011).
11. Cette critique s'articule en deux temps : d'une part, l'utilisation de données agrégées peut créer des relations causales inexistantes à des niveaux d'analyse plus fins ; d'autre part, l'attribution à des individus résidant dans un territoire donné d'une observation tend à créer une uniformité de comportement par l'extension du comportement majoritaire, niant la place des comportements minoritaires. Les travaux de Robinson portaient sur le lien entre la race et l'alphabétisation aux Etats-Unis, mais les limites qu'il souligne sont aussi valables pour les analyses du vote, parfois trop promptes à tirer des conclusions de corrélations géographiques (Le Bras, 1986).
12. En ce sens, ces analyses rejoignent les travaux d'Edmond Préteceille (2006), lorsqu'il souligne que la ségrégation sociale en région parisienne n'est pas le fruit d'une recherche de l'entre-soi identique pour tous : ce sont les classes les plus favorisées qui tendent à se regrouper et à créer des espaces de ségrégation, les catégories sociales moins favorisées se répartissant de manière relativement mixte sur le territoire.
13. Pour une revue critique des travaux sur l'électeur rationnel et la compétence politique, cf. Blondiaux, 1996 ; 2007. Pour une présentation des apports de la psychologie politique, cf. Sniderman, 1998.
14. Il étudie « l'habiter » en utilisant trois niveaux de caractérisation : par les pratiques des lieux, par les modes d'habiter (mise en réseau des lieux et des pratiques) et par les régimes d'habiter (mise en évidence d'un modèle dominant).
15. L'utilisation que nous faisons de la notion d'espace vécu s'appuie sur les travaux d'Armand Frémont (1976), qui cherchait à redonner à la région une épaisseur plus sociologique, en y intégrant les rapports et les perceptions humaines de cet espace, trop souvent limité par les travaux marxiste à ses structures et fonctions économiques.
16. Des positions partagées par une majorité des habitants enquêtés dans chaque zone sur les grands enjeux de la campagne présidentielle de 2007 (immigration, pouvoir d'achat, fonctionnement de la démocratie, etc.) sont presque inexistantes, malgré ce que laissent supposer les clivages socioéconomiques et politiques repérés initialement. Ainsi, malgré des résultats électoraux diamétralement opposés pour la gauche ou pour l'extrême-droite, il n'a, par exemple, pas été possible de repérer des attitudes plus ethnocentriques
17. Si cela n'a pas été possible dans le cadre de notre enquête, la réalisation d'une enquête ethnographique en complément de la collecte de données statistiques dans les quatre zones aurait été extrêmement utile pour étayer ces premiers résultats.
18. Cette hétérogénéité de trois des quatre zones recouvre en fait les différences, parfois importantes, qui existent entre les communes d'un même canton, ou les quartiers d'une même ville, que nous avons pu repérer grâce à un resserrement de la focale sur ces zones.
19. Citons, à ce propos, le programme CARTELEC qui permet une première cartographie des résultats électoraux au niveau du bureau de vote pour les communes françaises de plus de 20 000 habitants : <http://www.cartelec.net/>
20. Par politisation, nous faisons référence au repérage du politique dans et hors du jeu partisan par les électeurs car « si la participation à des activités politiques n'implique pas que les individus aient une conscience claire de la signification « politique » de leurs actions, elle n'en a pas moins pour effet de développer en eux une perception plus ou moins élaborée des caractéristiques propres de l'ordre politique » (Lagroye *et al.*, p. 311).
21. Par ailleurs, au niveau de la politique locale, les élections municipales de 2014 ont constitué un renversement dans l'affrontement politique entre ces deux groupes. En effet, les élections

municipales, dans lesquelles s'affrontent des listes représentant ces deux groupes (natifs et nouveaux habitants), avaient jusqu'à présent été exclusivement remportées par les listes des « natifs », mais une brèche s'est aujourd'hui ouverte dans cette hégémonie puisque l'une des communes a vu la victoire de la liste portée par les « nouveaux » habitants.

22. Ces conflits sociaux et politiques entre différents groupes identifiables localement ont été notamment été soulignés dans des travaux portant sur les espaces ruraux ou périurbains (Retière, 2003 ; Rivière, 2008).

23. Précisons que, dans ce canton, les taux d'immigration ne sont pas les plus importants de l'ensemble des communes étudiées. Cependant, les maires de deux communes, proches du Front national, ont été mis en cause à plusieurs reprises pour des pratiques discriminatoires.

24. Cette approche a été développée pour mettre en évidence l'influence des médias dans la détermination des choix politiques individuels et insiste sur la façon dont les individus « bricolent » leurs opinions – consciemment ou inconsciemment – en fonction des informations qui parviennent jusqu'à eux (Iyengar, 1991).

25. Nous empruntons cet adjectif à la sociologie des mobilisations, qui s'attache à analyser les trajectoires militantes comme le résultat de processus individuels et dynamiques (Fillieule, 2001).

## RÉSUMÉS

Cet article propose de revenir sur le dialogue ouvert entre sociologie et géographie électorales, avec l'objectif d'intégrer une focale territoriale à l'analyse des comportements politiques individuels. Ce dialogue part du constat de la disparition progressive de l'entrée par le territoire dans les travaux de sociologie électorale à partir des années 1960, qui réapparaît au début des années 1990 sous la forme d'une entrée par le contexte. Ensuite, la mobilisation de plusieurs travaux de géographie aide à repérer et à définir les influences territoriales sur les comportements politiques. Enfin, ce dialogue entre sociologie et géographie électorales semble être fructueux en redynamisant la compréhension des comportements politiques individuels.

This article focus on dialogue opened between electoral sociology and geography, in the aim to understand more in-depth political behavior with a territorial look. This dialogue starts with the observation of progressive disappearance of the territorial look in electoral sociology studies from 1960's, which reappear in the early 1990's in the form of a contextual look. Then, the use of geography helps to detect and define territorial influence on political behavior. Finally, this dialogue between electoral sociology and geography seems to be useful in making more dynamic the understanding of political behavior of individuals.

## INDEX

**Mots-clés** : sociologie électorale, géographie électorale, raisonnement politique, analyse des comportements politiques, territoire

**Keywords** : electoral sociology, electoral geography, political reasoning, political behavior analysis, territory

## AUTEUR

**JESSICA SAINTY**

Docteure en science politique

Chercheure associée au laboratoire PACTE (UMR 5194), Université de Grenoble

[jesssainty@hotmail.com](mailto:jesssainty@hotmail.com)